



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



EUROPE

NOTE DE POSITION

UNE UNION EUROPÉENNE CRÉDIBLE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

RESSOURCES ADDITIONNELLES POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Décembre 2024

Novembre 2024

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble plus de 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de ses six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Elles mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées, ainsi que des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de plaidoyer. Coordination SUD assure quatre missions : la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde ; la défense et la promotion des ONG ; la veille et l'analyse du secteur de la solidarité internationale et enfin l'appui et le renforcement des ONG françaises.

La commission Europe de Coordination SUD rassemble les ONG membres menant des actions de plaidoyer sur des enjeux européens en matière de solidarité internationale, et les représentantes et représentants de Coordination SUD auprès de CONCORD.

Le groupe de suivi Europe

Ce groupe de suivi travaille en lien avec les 3 principaux espaces pour décliner au niveau européen les objectifs d'accès aux financements et d'inclusion des OSC dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques européennes de solidarité internationale. Il assure le suivi et la coordination du portage des positions et messages de Coordination SUD auprès des plateformes alliées (CONCORD, Voice, etc.) et des cibles institutionnelles au niveau de l'Union européenne. Il se concentre actuellement sur l'influence du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. Il vient également en soutien aux mandatures de Coordination SUD auprès de son réseau d'appartenance Concord Europe.

Contact :

Nicolas Paris, Chargé de mission Analyse & Plaidoyer
paris@coordinationsud.org

Coordination rédactionnelle

Nicolas Paris, Coordination SUD
Catherine Giboin, Médecins du Monde

CONTEXTE

Face aux besoins mondiaux, la crédibilité de l'Union européenne (UE) sur la scène internationale passe par le respect de ses engagements en matière de coopération internationale et de développement durable. Pour ce faire, elle doit être en mesure de construire un budget aux moyens suffisants et à l'épreuve du temps. Il est donc essentiel que l'UE fasse des progrès significatifs sur la question des nouvelles ressources propres sans faire peser de charges additionnelles sur les citoyennes et citoyens de l'UE. Le principe de justice fiscale implique que les efforts additionnels soient portés par les marchés financiers qui ont atteint des niveaux records au cours des dernières années alors qu'une majeure partie de la population mondiale perdait en pouvoir de vivre.

Par ce document, Coordination SUD se joint à ses partenaires de la société civile pour proposer 2 principales options pour des ressources additionnelles qui devraient être prises en compte avant l'adoption du prochain cadre financier pluriannuel (CFP).

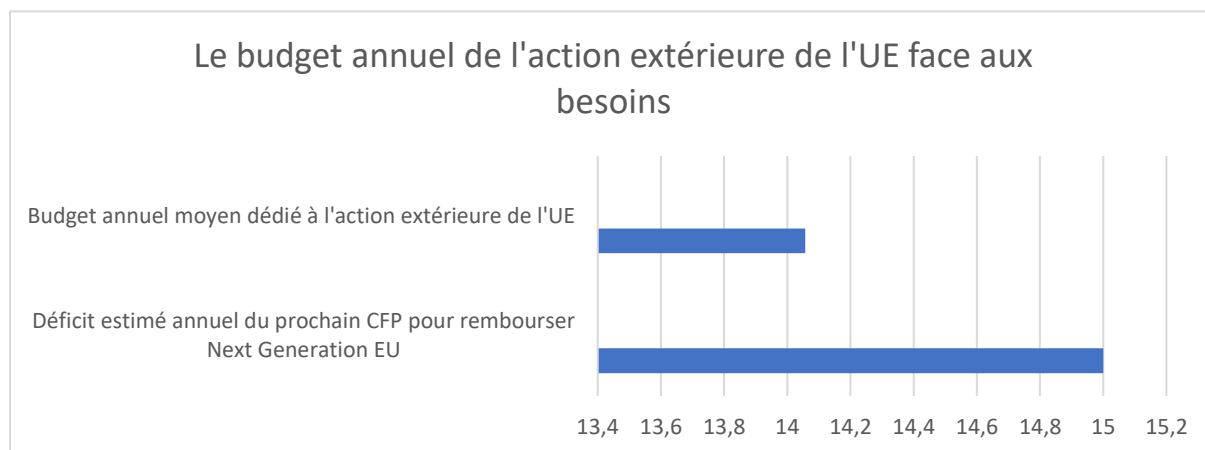
Ces recettes devraient contribuer au financement supplémentaire de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la protection du climat et de la nature (notamment pour l'adaptation et les pertes et dommages) dans les pays à faible revenu. En particulier, les pays à faible revenu et les secteurs prioritaires comme les services sociaux de base, actuellement dépriorisés par l'UE et la place exponentielle de Global Gateway, devraient être replacés au cœur de la politique européenne de coopération internationale.

Après un bref retour sur le contexte général, l'objectif est de revenir sur les raisons pour lesquelles Coordination SUD rejoint ses partenaires de la société civile pour la mise en place de :

- Une taxe européenne sur les transactions financières
- Un impôt sur la fortune social et climatique

1. UN CONTEXTE MARQUÉ PAR DES BESOINS CROISSANTS QUI APPELLENT DES POLITIQUES VOLONTAIRES DE LA PART DE L'UE

1. LES BESOINS FINANCIERS CROISSANTS DE L'UNION EUROPÉENNE



Face aux crises multiples et cumulées des dernières années, le déficit de financement pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dans le monde a atteint les 4 000 milliards de dollars par an¹. Pourtant, si l'UE s'est engagée en faveur de l'Agenda 2030 dans le monde, le titre dédié à l'action extérieure ne représente que 5 à 6 % du CFP actuel. Si certains compléments ont été approuvés dans le cadre de la révision à mi-parcours du CFP, 2 milliards d'euros ont été supprimés des programmes de développement international, qui constituent l'épine dorsale du partenariat de longue date de l'UE avec l'Afrique et d'autres régions. Lorsque le budget de l'UE est sous pression et que les ressources sont rares, l'action extérieure risque d'être la première variable d'ajustement, mais elle peut être mieux protégée en augmentant l'enveloppe globale.

En outre, le prochain CFP sera confronté à la contrainte du remboursement des prêts de NextGenerationEU, un déficit estimé à 15 milliards d'euros par an dans le prochain budget de l'UE². Sans nouvelles ressources propres, les remboursements devraient être effectués à partir du CFP 2028-2035 ou des contributions nationales. Il est donc essentiel d'obtenir de nouvelles ressources propres, que ce soit au niveau de l'UE ou au niveau national, pour éviter des réductions de dépenses dans d'autres priorités stratégiques.

Face à ces besoins de financements additionnels pour la coopération internationale, la piste privilégiée de l'Union est la mobilisation du secteur privé lucratif, à travers différents mécanismes et instruments visant à favoriser les investissements volontaires. Coordination SUD se joint avec cette note aux réflexions et aux propositions de ses partenaires en faveur d'une méthode

¹ Développement durable : les progrès réalisés pour atteindre les objectifs mondiaux sont insuffisants. (2024, 10 septembre). ONU Info. <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146731#:~:text=Le%20d%C3%A9ficit%20d'investissement%20dans,mondial%20pour%20d%C3%A9bloquer%20les%20financements>.

² Projet de loi de finances pour 2024 : Affaires européennes - Sénat. (2023, 21 novembre). Sénat. https://www.senat.fr/rap/l23-128-22/l23-128-22_mono.html

additionnelle de mobilisation du capital privé, à travers la mise à contribution des grandes fortunes et du secteur financier.

2. UNE RESPONSABILITÉ MAJEURE ET UN DEVOIR D'AGIR POUR L'UNION EUROPÉENNE

L'UE dispose d'une responsabilité historique centrale dans les dérèglements climatiques actuels et se doit donc d'apporter une réponse ambitieuse à leurs conséquences néfastes sur les pays tiers. Dans une perspective historique, l'UE endosse une lourde responsabilité dans l'accumulation du CO₂ dans l'atmosphère. Elle représente 22% des émissions mondiales depuis 1751 (2,34% pour la France³), contre 3% pour l'Afrique⁴. En 2022, l'Afrique émettait 1 tonne de CO₂ par an par personne, contre 6,2 tonnes pour l'UE⁵. Face aux enjeux majeurs que représentent les objectifs du développement durable, le droit international parle d'ailleurs de « responsabilité commune mais différenciée »⁶, rappelant concrètement que si tous les pays ont des responsabilités face aux crises et à leurs conséquences, celles-ci se situent à des niveaux très différents. A titre d'exemple, le dérèglement climatique est aujourd'hui la cause de plusieurs crises nécessitant une réponse humanitaire et de développement.

En outre, depuis plus de 50 ans les pays riches ne sont pas au rendez-vous de leurs engagements, ne consacrant en moyenne que 0,33% de leur richesse nationale à l'aide au développement alors qu'ils s'étaient engagés à y consacrer 0,7% en 1970. Le refus de dédier réellement cette part de leur richesse nationale à l'aide publique au développement représenterait aujourd'hui une dette cumulée de 5 000 milliards d'euros des pays aux plus hauts revenus envers les pays aux plus bas revenus⁷.

Enfin, et comme le rappelle une étude du service de recherche du Parlement européen, « *l'Union européenne est particulièrement bien placée pour mobiliser des ressources au niveau des États membres et de l'UE, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes internationales* »⁸. Au-delà de sa responsabilité, ce sont son poids économique structure et sa position stratégique qui lui intimement de mettre en place des mesures additionnelles. La même étude recommande d'ailleurs à court terme d'investir dans le fonds Pertes et Dommages, liant ainsi ressources additionnelles et réparation des conséquences de la crise climatique.

³ Each Country's Share of CO₂ Emissions. (2008, 16 juillet). Union Of Concerned Scientists. <https://www.ucsusa.org/resources/each-country-share-co2-emissions>

⁴ Reporterre. (2020, 19 décembre). 48 pays d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO₂ depuis 1751. Reporterre, le Média de L'écologie - Indépendant et En Accès Libre. <https://reporterre.net/48-pays-d-Afrique-ont-emis-moins-de-1-des-emissions-mondiales-de-CO2-depuis-1751>

⁵ Ritchie, H., Rosado, P., & Roser, M. (2023, 28 décembre). CO₂ and Greenhouse Gas Emissions. Our World In Data. <https://ourworldindata.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions?insight=there-are-large-differences-in-emissions-across-the-world#key-insights>

⁶ C.Anno. (2017, 14 juin). Le principe des responsabilités communes mais différenciées ou comment climatiser la négociation environnementale. Le Petit Juriste. [https://www.lepetitjuriste.fr/principe-responsabilites-communes-differenciees-climatiser-negociation-environnementale/#:~:text=Le%20principe%20des%20responsabilit%C3%A9s%20communes%20mais%20diff%C3%A9renci%C3%A9es%20\(PRCD\)%20est%20un,des%20pays%20aujourd'hui%20d%C3%A9velopp%C3%A9s.](https://www.lepetitjuriste.fr/principe-responsabilites-communes-differenciees-climatiser-negociation-environnementale/#:~:text=Le%20principe%20des%20responsabilit%C3%A9s%20communes%20mais%20diff%C3%A9renci%C3%A9es%20(PRCD)%20est%20un,des%20pays%20aujourd'hui%20d%C3%A9velopp%C3%A9s.)

⁷ Jarry, C. (2020, 27 novembre). L'aide internationale : 50 ans de retard, 5000 milliards de perte pour les pays pauvres. Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/actualite/les-fausse-promesses-de-laide-internationale-la-dette-a-5000-milliards-des-pays-riches-envers-les-plus-pauvres/>

⁸ Reform of the global financial architecture in response to global challenges. How to restore debt sustainability and achieve SDGs ? | Think Tank | European Parliament. (s. d.). [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA\(2024\)754451](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA(2024)754451)

3. INVESTIR DANS LA COOPERATION INTERNATIONALE, C'EST INVESTIR DANS LE FUTUR DE L'UE

Le leadership européen devrait reposer sur sa capacité à proposer un modèle de développement juste et durable dans le monde. Cependant, pour préserver et améliorer sa réputation internationale, l'UE doit respecter ses engagements mondiaux. Face à la concurrence croissante en matière d'allocation des fonds, l'UE a un besoin urgent de ressources plus importantes et plus stables, capables de répondre aux défis mondiaux d'aujourd'hui tout en conservant la flexibilité nécessaire pour faire face aux crises inattendues.

Tout d'abord, le financement des secteurs sociaux des pays tiers permet à l'UE d'améliorer sa réputation auprès des populations locales⁹, et « *montrer la valeur ajoutée et la bonne volonté de l'UE à un moment où ces deux éléments sont remis en question* »¹⁰. Selon ECDPM¹¹, « *les pays partenaires reconnaissent et apprécient l'UE en tant que championne du développement humain. Elle a été classée comme l'une des donatrices les plus influentes et les plus utiles dans les secteurs sociaux, en 6e et 5e position respectivement, selon les dirigeants des pays du Sud en 2021. A titre d'exemple, d'autres acteurs géopolitiques majeurs, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie, ont été considérés comme moins influents et moins utiles dans les secteurs sociaux* ». Des contributions additionnelles destinées à l'APD renforceraient le rôle de l'UE en tant qu'actrice globale majeure, engagée dans la solidarité internationale.

Ensuite, dans un monde interconnecté, assurer la sécurité climatique ou sanitaire et la stabilité de l'UE sans considérer une dimension mondiale n'est plus réaliste. Aligner les efforts de l'UE en fournissant les financements nécessaires pour des projets essentiels de développement humain contribue indirectement à son bien-être. Lutter contre la pauvreté et les inégalités est un levier crucial de la réduction des facteurs de déstabilisation mondiale, tels que les conflits ou les crises humanitaires¹². Des investissements plus ambitieux dans l'aide au développement favoriseraient un environnement mondial plus stable et plus pacifique, bénéfique tant aux pays développement qu'à l'Europe.

Au-delà des investissements relevant de la seule compétition économique, l'Union peut se distinguer par sa capacité à investir dans les biens publics mondiaux¹³. Cela permettrait également de renforcer les relations diplomatiques avec les pays du Sud global et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. En outre, et face aux discours croissants en faveur de la place du secteur privé lucratif dans l'aide européenne, il convient de rappeler que les services sociaux de base et les biens publics mondiaux (qui se recroisent parfois) sont justement caractérisés par l'incapacité de l'économie de marché à les gérer et les financer.

Enfin, la crédibilité de l'UE passe par sa capacité à pérenniser ses projets stratégiques à long terme, ainsi que ses projets de développement. La mobilisation de nouvelles ressources destinées

⁹ Cheng, S. C. T. S. R. K. A. H. V. C. M. (s. d.). AidData | Listening to Leaders 2021 : A report card for development partners in an era of contested cooperation. <https://www.aiddata.org/publications/listening-to-leaders-2021>

¹⁰ Why does human development matter to the EU's strategic priorities ? - ECDPM. (s. d.). ECDPM. <https://ecdpm.org/work/why-does-human-development-matter-eus-strategic-priorities>

¹¹ European Centre for Development Policy Management

¹² Mekasha, T. J., & Tarp, F. (2019). A Meta-Analysis of Aid Effectiveness : Revisiting the Evidence. Politics And Governance, 7(2), 5-28. <https://doi.org/10.17645/pag.v7i2.1771>

¹³ regjeringen.no. (s. d.). Investing in a common future. Government.no. <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/investing-in-a-common-future/id2977341/?ch=1>

à l'APD permettrait de libérer le budget de l'UE des fluctuations des budgets nationaux et d'offrir à son action extérieure une source de revenus plus stable et moins dépendante des aléas politiques. Cela faciliterait la planification de programmes de développement à long terme, offrant plus de prédictibilité et d'efficacité.

2. LA TAXE EUROPÉENNE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES POUR LUTTER CONTRE LES EXCÈS DE LA SPÉCULATION ET RÉPONDRE AUX DEMANDES DES PAYS TIERS

1. COMPENSER LES EFFETS NÉGATIFS DE LA MONDIALISATION FINANCIÈRE ET PRÉVENIR LA SPÉCULATION ABUSIVE

Aujourd'hui, les transactions financières sont souvent concentrées dans les mains des acteurs économiques les plus puissants des pays riches et reposent sur la mondialisation financière. Cette mondialisation a des effets bénéfiques mais contribue aussi à l'accroissement des inégalités et expose les pays à faibles revenus aux fluctuations économiques mondiales. L'utilisation d'une taxe sur les transactions financières (TTF, aussi appelée taxe Tobin ou Taxe Robin des bois) dont les bénéfices seraient orientés vers les pays aux plus bas revenus permettrait de compenser partiellement ces effets pervers. L'UE pourrait ainsi réinvestir une part des bénéfices de la mondialisation dans des projets de développement durable et de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

En outre, les pays à faibles revenus sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques mondiaux et à la spéculation. Celle-ci vient parfois déstabiliser les prix des denrées, alimentaires par exemple¹⁴, aggravant les crises dans certains pays. La taxe sur les transactions financières, en agissant sur la spéculation à court terme, contribuerait à la stabilisation des marchés financiers mondiaux tout en fléchant ses bénéfices vers le soutien aux pays les plus vulnérables aux aléas du marché.

Enfin, plusieurs dirigeants de pays du Sud global ont appelé à l'adoption d'une TTF mondiale ou ont encouragé son adoption dans leur propre pays. Une approche coordonnée au niveau mondial est peu probable à l'heure actuelle, mais une coordination entre les pays ambitieux en matière de mise en œuvre sur le champ d'application pourrait favoriser une adoption accrue et plus cohérente¹⁵. L'adoption d'une TTF à l'échelle de l'UE pourrait motiver d'autres pays "précurseurs", et valoriser son leadership en faveur d'une plus grande stabilité des marchés financiers et d'un système de développement plus juste et durable.

¹⁴ CCFD-Terre Solidaire. (s. d.). Spéculation alimentaire - CCFD-Terre Solidaire. <https://ccfd-terresolidaire.org/tag/speculation-alimentaire/>

¹⁵ A Universal Financial Transaction Tax could generate \$ 650bn a year for climate finance : CUTS International | CUTS International – Consumer Unity & Trust Society. (2023). <https://cuts-international.org/a-universal-financial-transaction-tax-could-generate-650bn-a-year-for-climate-finance-cuts-international/#:~:text=There%20is%20an%20urgent%20need,a%20year%20for%20climate%20finance.>

2. TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

La taxe française sur les transactions financières

Une taxe sur les transactions financières existe aujourd'hui en France. Ces revenus sont en partie attribués (« fléchés ») vers le fonds de solidarité pour le développement et le budget général. Depuis 2013 la contribution de la TTF en France à l'APD est plafonnée à 528 millions € par an¹⁶. En 2022, cela équivalait à 28 % des recettes totales de la TTF (1 891 millions €)¹⁷.

Il est nécessaire qu'une TTF européenne ne vienne pas abaisser les exigences de la TTF française. Il convient donc de définir clairement les contours de la TTF française avant d'évoquer son équivalent européen.

Tout d'abord, la TTF française est un impôt à hauteur de 0,3% depuis 2016. Cependant, ne sont pas concernés :

- L'achat d'actions de société n'ayant pas leur siège social en France
- L'achat d'actions de sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 1 milliard d'euros
- Les transactions intra-journalières : Les achats et reventes d'actions réalisées le même jour (transactions intra-day) sont exonérées, car elles ne sont pas considérées comme des acquisitions définitives.
- Les transactions sur les produits dérivés : Les produits dérivés sont, selon *Alternatives économiques*, des « titres financiers dont la valeur de base est déterminée par l'évolution des cours d'un actif sous-jacent (ou collatéral) lui-même coté sur un marché : commodité, monnaie (ou panier de monnaies), autre titre ou ensemble d'autres titres. »¹⁸

Contrairement aux idées reçues, la TTF française n'a pas eu d'effet déstabilisateur sur les marchés financiers et peut être considérée comme inoffensive. Comme le confirme le Centre d'économie de la Sorbonne, elle n'a eu « aucun effet qui soit à la fois significatif et robuste sur la volatilité des marchés »¹⁹.

¹⁶ Le reste est affecté au budget général de l'Etat.

¹⁷ Gunther Capelle-Blancard, La taxation des transactions financières : une estimation des recettes fiscales mondiales. (s. d.). <https://centredeconomiesorbonne.cnrs.fr/gunther-capelle-blancard-la-taxation-des-transactions-financieres-une-estimation-des-recettes-fiscales-mondiales/>

¹⁸ Produits dérivés, définition. (2024, 10 mars). Alternatives Economiques. <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/97744>

¹⁹ Gunther Capelle-Blancard, La taxation des transactions financières : une estimation des recettes fiscales mondiales. (s. d.). <https://centredeconomiesorbonne.cnrs.fr/gunther-capelle-blancard-la-taxation-des-transactions-financieres-une-estimation-des-recettes-fiscales-mondiales/>

Quelles pistes pour une taxe européenne sur les transactions financières ?

Afin de ne pas remettre en cause les acquis de la TTF française, Coordination SUD recommande que la TTF européenne lui soit additionnelle. A l'instar de celle-ci, une part importante des revenus devront être fléchés vers la solidarité internationale. Elle devrait en outre inclure :

- Les transactions et les produits structurés, y compris les transactions intra journalières, à hauteur de 0,1%
- Les produits dérivés, à hauteur de 0,01%

Cette proposition s'explique d'une part par le fait que la TTF française, telle que conçue aujourd'hui, ne contribue pas à exercer d'action de régulation sur les marchés financiers²⁰. Taxer les transactions intra-journalières permettrait d'atteindre, au moins partiellement cet objectif, en ciblant le trading à haute fréquence²¹. D'autre part, l'assiette proposée par Coordination SUD prend en compte les produits financiers dérivés, qui représente une grande partie des volumes de transactions financières²².

Cette proposition permettrait de dégager entre 36 milliards et 66,1 milliards²³ d'euros par an à l'échelle européenne, dont 10,8 milliards d'euros pour la France environ²⁴. A titre comparatif, la TTF rapporte actuellement 1,9 milliards d'euros par an à la France²⁵.

Une telle proposition, qui prélèverait une taxe de 0,1 % sur le transfert d'actions et d'obligations et une taxe de 0,01 % sur les contrats dérivés, a été initialement présentée par la Commission européenne en 2011²⁶. Cependant, il existe d'autres options. Selon les calculs de Réseau Action Climat, un taux d'imposition forfaitaire de 0,1 % sur les titres et les produits dérivés pourrait porter le montant à 300,15 milliards d'euros par an²⁷.

²⁰ Rapport de la Cour des comptes, « La taxe sur les transactions financières et sa gestion », juillet 2017.

²¹ « Opérations informatiques réalisant des achats et des ventes à la vitesse de la lumière sur des très grands montants afin de tirer profit des écarts d'intérêt infinitésimaux » selon Attac

France, (2023, 14 juin). Taxe sur les transactions financières : une mesure plus que jamais d'actualité. Attac France.

<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/taxe-sur-les-transactions-financieres-une-mesure-plus-que-jamais-dactualite#nb6>

²² Gunther Capelle-Blancard, La taxation des transactions financières : une estimation des recettes fiscales mondiales. (s. d.).

<https://centredeconomiesorbonne.cnrs.fr/gunther-capelle-blancard-la-taxation-des-transactions-financieres-une-estimation-des-recettes-fiscales-mondiales/>

²³ Tramullas, N. (2023, 3 octobre). New Sources for Public Climate Finance and for the Loss and Damage Fund. CAN Europe.

<https://caneurope.org/new-sources-for-public-climate-finance-loss-damage-fund/>

²⁴ Gunther Capelle-Blancard, La taxation des transactions financières : une estimation des recettes fiscales mondiales. (s. d.).

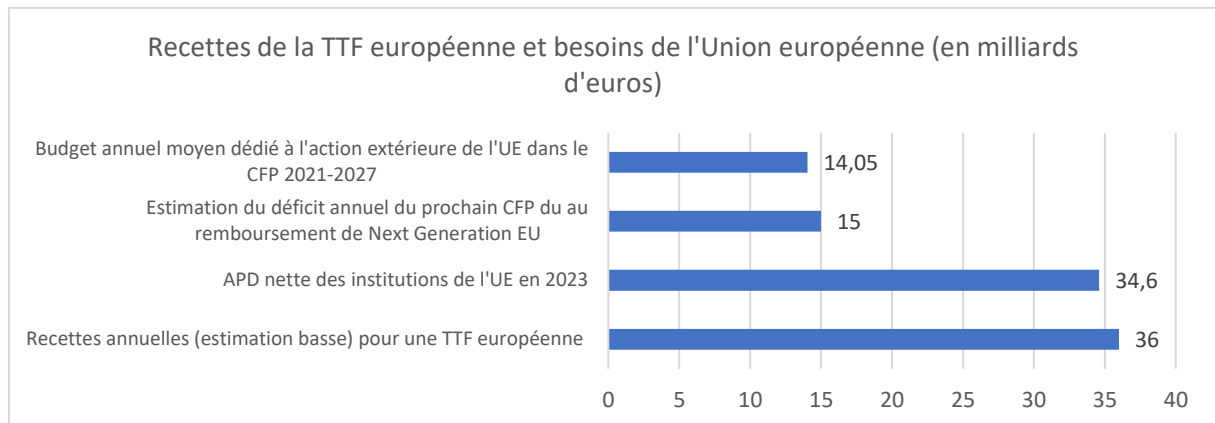
<https://centredeconomiesorbonne.cnrs.fr/gunther-capelle-blancard-la-taxation-des-transactions-financieres-une-estimation-des-recettes-fiscales-mondiales/>

²⁵ Actionsantemondiale. (2024, 27 septembre). Révélation autour de la taxe sur les transactions financières : jusqu'à 3 milliards d'euros perdus par an - Action Santé Mondiale. <https://www.actionsantemondiale.fr/revelations-taxe-les-transactions-financieres-3-milliards-euros-perdus/>

²⁶ See for example European Commission (no date) Taxation and Customs Union: A history of the proposal on Financial Transactions Tax. Briefing: https://taxation-customs.ec.europa.eu/system/files/2018-04/historyproposal-financial-transaction-tax_en.pdf and, KPMG (2021) EU Financial Transactions Tax. Presentation: <https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/xx/pdf/2021/05/eu-financial-transaction-tax.pdf> and, Asen (2021) Financial Transactions Taxes in Europe. Article. Tax Foundation : <https://taxfoundation.org/financialtransaction-taxes-europe-2021/>

²⁷ Tramullas, N. (2023, 3 octobre). New Sources for Public Climate Finance and for the Loss and Damage Fund. CAN Europe.

<https://caneurope.org/new-sources-for-public-climate-finance-loss-damage-fund/>



Modalité d'application : la coopération renforcée

Au niveau européen, la Commission européenne a présenté une première proposition de TTF en septembre 2011. Depuis, si le Parlement européen a donné son accord, le Conseil de l'UE n'est, pour sa part, pas parvenu à atteindre l'unanimité requise sur les questions fiscales. Afin de contourner cette difficulté, onze Etats membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Portugal, Slovaquie, Slovénie) ont envoyé leurs demandes à la Commission pour poursuivre sur la voie d'une coopération renforcée, aboutissant à une nouvelle proposition de la Commission européenne de directive du Conseil en février 2013²⁸ pour mettre en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières.

La coopération renforcée, aujourd'hui le scénario le plus probable de mise en œuvre d'une TTF pour un apport de 30 à 35 milliards d'euros par an (avec les 11 Etats membres concernés), « permet aux Etats membres les plus ambitieux d'approfondir la coopération entre eux tout en laissant la porte ouverte aux autres Etats membres susceptibles de suivre ultérieurement »²⁹.

Cela leur permet de recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par le traité de l'UE et le traité instituant la Communauté européenne. Dans ce cas précis, la Commission peut proposer une directive ne concernant qu'un certain nombre d'Etats membres.

²⁸ Commission européenne (201, 14 février). Taxe sur les transactions financières dans le cadre de la coopération renforcée : la Commission fixe les modalités. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_13_115

²⁹ La coopération renforcée | EUR-Lex. (2013). <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/closer-cooperation.html#:~:text=La%20coop%C3%A9ration%20renforc%C3%A9e%20permet%20aux,membres%20susceptibles%20de%20suivre%20ult%C3%A9rieurement.&text=Le%20trait%C3%A9%20d'Amsterdam%20fixe,lancement%20d'une%20coop%C3%A9ration%20renforc%C3%A9e.>

3. L'IMPÔT SUR LA FORTUNE SOCIALE ET CLIMATIQUE POUR QUE CHAQUE INDIVIDU CONTRIBUE À HAUTEUR DE SES MOYENS ET DE SES RESPONSABILITÉS

Proposition portée dans le cadre de la présidence brésilienne du G20 en 2024, l'ISF social et climatique représente une manne financière potentielle considérable. Le rapport commandé par le Brésil à l'économiste français Gabriel Zucman l'estime entre 80 et 688 milliards de dollars³⁰.

1. CONTRIBUER À HAUTEUR DE SES MOYENS ET DE SA RESPONSABILITÉ

L'ISF social et climatique vise à répondre à un constat. Aujourd'hui, les grandes fortunes sont générées dans des économies globalisées permettant aux individus les plus riches d'accéder aux marchés mondiaux. C'est dans ce contexte international que l'ISF social et climatique européen permettrait de contribuer à cette même échelle, à une équité fiscale au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Il est essentiel de défendre une répartition des richesses, dont le mode d'accumulation est en partie responsable de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. En outre, l'une des raisons centrales de la persistance de structures inégales est l'influence disproportionnée des personnes les plus riches dans la prise de décision politique, qui garantit que les règles politiques sont conçues de manière à assurer la poursuite de l'accumulation de richesses³¹. L'inégalité extrême des richesses se traduit dans une inégalité d'accès aux sources de richesse, telles que les ressources naturelles et la terre, la technologie, les connaissances et les idées. Et ce en particulier dans les pays à faible revenu. En outre, les dernières années ont vu la tendance à l'accroissement des inégalités s'accroître avec les crises.

Ainsi, depuis 2020 les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune (augmentation d'un tiers pour l'ensemble des milliardaires de l'UE³²). Dans le même temps, près de 5 milliards de personnes se sont appauvries. Résultat, alors que les quelques 2 500 milliardaires du monde détiennent autant que 60% de la population mondiale, il faudra au rythme actuel 230 ans pour mettre fin à la pauvreté³³.

Les pays européens et leurs grandes fortunes ont historiquement joué un rôle majeur dans l'exploitation des ressources naturelles et humaines des pays à faible revenu. Et les individus les

³⁰ A blueprint for a coordinated minimum effective taxation standard for ultra-high-net-worth individuals - Eutax. (2024, 11 juillet). Eutax. <https://www.taxobservatory.eu/publication/a-blueprint-for-a-coordinated-minimum-effective-taxation-standard-for-ultra-high-net-worth-individuals/>

³¹ Jarry, C. (2023, 19 juin). Nouveau rapport : la loi du plus riche - Oxfam France. Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/nouveau-rapport-la-loi-du-plus-riche/>

³² EU governments miss 33 million euros per hour in unpaid taxes from Europe's super-rich | Oxfam International. (2024, 11 avril). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-governments-miss-33-million-euros-hour-unpaid-taxes-europes-super-rich>

³³ Jarry, C. (2024, 17 janvier). Rapport Oxfam 2024 : Multinationales et inégalités multiples - Oxfam France. Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/rapports/multinationales-et-inegalites-multiples/>

plus riches représentent le plus souvent une empreinte carbone plus élevée³⁴. Ils portent par conséquent une responsabilité plus importante dans les impacts des dérèglements climatiques sur les conditions de vie des populations. Les plus riches ont une empreinte écologique beaucoup plus importante que le reste de la population en achetant plus de matériel électronique, en voyageant plus, en privilégiant les modes de transport les plus polluants et en achetant et vendant des actions très polluantes.

En Europe (où l'empreinte carbone moyenne reste très élevée par rapport à d'autres régions du monde), « une personne appartenant au 1 % le plus riche émet en moyenne 14 fois plus de carbone (CO₂) qu'une personne appartenant au 50 % le plus pauvre »³⁵. En destinant une partie des recettes de cette nouvelle contribution à l'APD, l'Europe prendrait une responsabilité active dans le soutien aux pays les plus vulnérables, en leur offrant les moyens nécessaires pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et les conséquences socio-économiques des dérèglements climatiques. L'ISF social et climatique permettrait ainsi de faire porter une partie des coûts dus aux dérèglements climatiques sur les principales parties responsables.

Enfin, la mise en place d'un tel ISF permettrait aux personnes disposant de plus de moyens de contribuer à leur hauteur aux efforts collectifs. En effet, depuis 2020, les milliardaires de l'UE ont augmenté leur richesse d'un tiers, atteignant 1900 milliards d'euros en 2023. Dans le même temps, 99 % de la population de l'UE s'est appauvrie³⁶. Pourtant, en 2024, un rapport rappelle que les taux d'imposition effectifs des milliardaires semblent nettement inférieurs à ceux de toutes les autres catégories de la population³⁷. Selon l'Observatoire fiscal de l'UE, les 75 milliardaires résidant en France paient environ 2 % d'impôts sur l'ensemble de leurs revenus alors que 99,99% des français.es paient un taux d'imposition moyen entre 46 et 54 % tous impôts confondus³⁸.

Une réforme en ce sens est d'ailleurs largement soutenue par les citoyen·nes de l'UE, puisque près de 7 sur 10 d'entre eux sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle il est important que les gouvernements taxent les plus riches pour soutenir les plus pauvres³⁹. En France, 77% des Français.es souhaitent le rétablissement de l'ISF⁴⁰.

³⁴ Carbon inequality in 2030 | Oxfam International. (2022, 25 mai). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/carbon-inequality-2030>

³⁵ EU governments miss 33 million euros per hour in unpaid taxes from Europe's super-rich | Oxfam International. (2024b, avril 11). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-governments-miss-33-million-euros-hour-unpaid-taxes-europes-super-rich>

³⁶ EU governments miss 33 million euros per hour in unpaid taxes from Europe's super-rich | Oxfam International. (2024c, avril 11). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-governments-miss-33-million-euros-hour-unpaid-taxes-europes-super-rich>

³⁷ Global Tax Evasion Report 2024 - EU Tax Observatory. (2024, 1 janvier). EU Tax Observatory. <https://www.taxobservatory.eu/fr/publication/global-tax-evasion-report-2024/>

³⁸ Global Tax Evasion Report 2024 - EU Tax Observatory. (2024, 1 janvier). EU Tax Observatory. <https://www.taxobservatory.eu/fr/publication/global-tax-evasion-report-2024/>

³⁹ Social Europe : Eurobarometer survey shows Europeans support stronger social policies and more social spending. (s. d.). Employment, Social Affairs & Inclusion - European Commission. <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&furtherNews=yes&newsId=10509#navItem-1>

⁴⁰ SONDAGE. 77 % des Français souhaitent le rétablissement de l'ISF'. (2023, 26 janvier). Le Journal du Dimanche. <https://www.lejdd.fr/Politique/sondage-77-des-francais-souhaitent-le-retablissement-de-lisf-3833072>

2. CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES

Impôt sur la fortune : de quoi parle-t-on ?

Coordination SUD rejoint les propositions de ses partenaires de cibler l'impôt sur la fortune des particuliers. Cela s'explique par le fait que les personnes les plus riches accroissent leur richesse non pas grâce à leur revenu (qui est imposé), mais principalement grâce aux plus-values sur leurs actifs. Celles-ci ne sont imposables que lorsque les actifs correspondants sont vendus. L'augmentation annuelle du patrimoine des personnes les plus riches échappe ainsi pour l'essentiel à l'impôt⁴¹. En outre, les inégalités de patrimoine sont bien plus importantes que les inégalités de revenus. Selon la Commission européenne, « les 1 % de personnes ayant les revenus les plus élevés dans l'UE reçoivent 11,6 % de l'ensemble des revenus de l'UE, tandis que les 1 % de personnes les plus riches détiennent 24,6 % de la richesse personnelle nette »⁴².

Taxation des fortunes et compétences européennes

Bien que la fiscalité relève principalement de la compétence des États membres, il existe des moyens par lesquels l'UE pourrait éventuellement mettre en œuvre un impôt sur la fortune, que ce soit par le biais de la coordination, de l'harmonisation ou d'une action directe au niveau de l'UE. Un ISF européen ne limite pas l'efficacité ou la mise en œuvre au niveau national. Au contraire, une approche européenne peut garantir une mise en œuvre plus cohérente et plus efficace des impôts sur la fortune et réduire le risque d'évasion fiscale.

Répondre aux inquiétudes face à l'ISF social et climatique

L'impôt sur la fortune fait l'objet d'un certain nombre de mythes et d'idées fausses, mais l'un d'entre eux, très répandu, est que la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune pourrait entraîner le déplacement des personnes fortunées, la fuite des capitaux ou l'évasion fiscale.

En ce qui concerne la délocalisation des fortunes, plusieurs études ont montré que les personnes fortunées sont souvent moins mobiles qu'on ne le pense généralement. Certaines analyses pointent même vers l'effet contraire⁴³. De nombreux facteurs influencent la décision d'une personne de s'installer ailleurs, notamment les liens familiaux, les intérêts commerciaux, la qualité de vie ainsi que les liens sociaux et culturels avec leur pays d'origine. S'installer dans un autre pays uniquement pour des raisons fiscales n'est pas pratique ou souhaitable pour tout le monde. Par exemple, après l'introduction d'un impôt sur la fortune en Norvège, sur 236 000 millionnaires et milliardaires, seuls 30 ont déménagé, soit 0,01 % des très riches du pays⁴⁴.

⁴¹ European Commission (2021). World Inequality Report 2022 | Knowledge for policy.
https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/world-inequality-report-2022_en

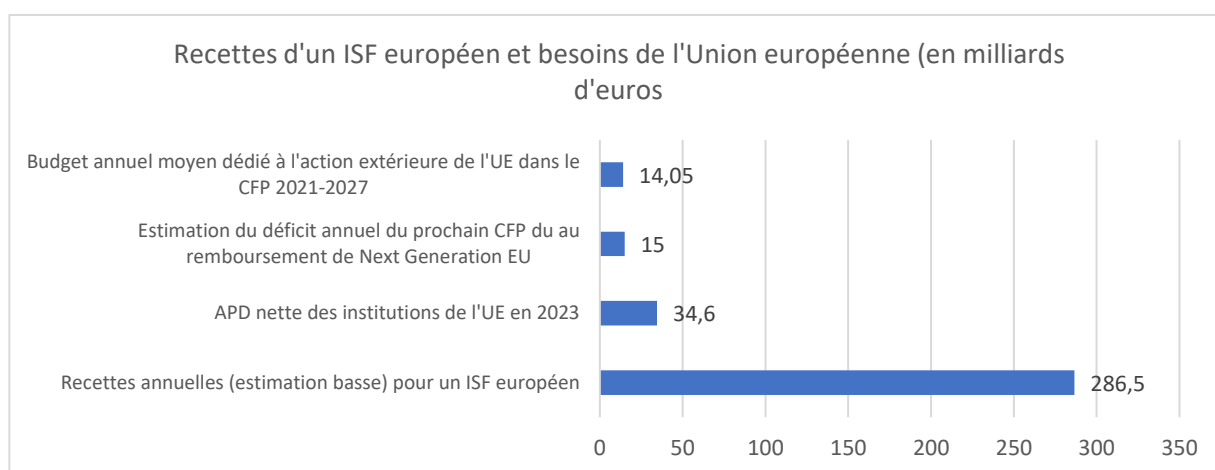
⁴² Publications Office of the European Union. (2024). Annual report on taxation 2024 : review of taxation policies in the European Union. Publications Office Of The EU. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/154705e0-38ef-11ef-b441-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-330633463>

⁴³ Publications Office of the European Union. (2024b). Annual report on taxation 2024 : review of taxation policies in the European Union. Publications Office Of The EU. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/154705e0-38ef-11ef-b441-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-330633463>

⁴⁴ Tax the rich : du slogan à la réalité. (s. d.). Greens/EFA. <https://www.greens-efa.eu/fr/article/study/tax-the-rich-from-slogan-to-reality#:~:text=Ils%20ont%20cens%C3%A9s%20prot%C3%A9ger%20les,m%C3%AAs%20droits%20soient%20sur%20pi%C3%A9d.>

L'abus et l'évasion fiscale constituent une autre préoccupation valable pour une mise en œuvre efficace de l'impôt sur la fortune. Cela signifie que les personnes fortunées cachent leurs actifs et leur richesse sur des comptes offshore secrets. Bien que cela se produise certainement, cette pratique est plus difficile qu'auparavant en raison de l'échange mondial d'informations financières. Néanmoins, il sera important de mettre en œuvre simultanément des mécanismes d'application efficaces, des mesures de transparence et des efforts de coopération internationale pour contribuer à limiter les risques d'abus fiscaux.

Quelles modalités et quelles recettes pour un ISF social et climatique ?



Plusieurs propositions existent concernant les seuils et assiettes de taxation, avec différentes conséquences en termes de recettes :

- Selon G. Zucman, un impôt européen sur la fortune permettrait de prélever 1,05 % du PIB de l'UE chaque année, en tenant compte des réponses apportées en matière de fraude et d'évasion⁴⁵.
- Selon une étude de la Foundation for European Progressive Studies (FEPS), un impôt sur la fortune fortement progressif peut générer jusqu'à 505 milliards d'euros, et pour le moins 303 à 357 milliards d'euros si l'on tient compte de l'évasion fiscale, soit 3 % du PIB de l'UE par an⁴⁶.
- Selon Oxfam, un impôt progressif sur la fortune pour les multimillionnaires et les milliardaires de l'UE pourrait aller de 2% à 5%. Il permettrait ainsi de collecter 286,5 milliards d'euros par an⁴⁷ (sans même tenir compte de certains pays de l'UE⁴⁸). A titre d'exemple, cette somme représente :
 - Près de 40% du fonds de relance NextGenerationEU pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19

⁴⁵ Zucman, C. L. & E. S. & G. (2020). A progressive European wealth tax to fund the European COVID response. *ideas.repec.org*. <https://ideas.repec.org/h/cpr/ebchap/p328-17.html>

⁴⁶ Zucman, G., Landais, C., Saez, E.. (2024, 20 mars). A European wealth tax for a fair and green recovery - Foundation for European Progressive Studies. Foundation For European Progressive Studies. <https://fepe-europe.eu/publication/788-a-european-wealth-tax-for-a-fair-and-green-recovery/>

⁴⁷ EU governments miss 33 million euros per hour in unpaid taxes from Europe's super-rich | Oxfam International. (2024d, avril 11). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-governments-miss-33-million-euros-hour-unpaid-taxes-europes-super-rich>

⁴⁸ Croatie, Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie

- Plus de 3 fois le budget d'aide de l'UE sur 7 ans
- Plus de la moitié de l'estimation la plus élevée des coûts annuels mondiaux pour l'adaptation à la crise climatique et l'atténuation de ses effets dans les pays à faibles et moyens revenus

Pour Coordination SUD, toutes ces différentes pistes devraient être étudiées en gardant à l'esprit qu'une grande partie des recettes devrait être fléchée vers des actions et programmes de solidarité internationale.



Rassembler et agir
pour la Solidarité internationale

14, Passage Dubail 75010 Paris
Tél. : + 33 1 44 72 93 72
www.coordinationsud.org